



Paris, 18 – 19 octobre 2023
Première réunion globale
de la Coalition pour
l'alimentation scolaire



Déclaration de Paris - Première réunion mondiale de la Coalition pour l'alimentation scolaire

Paris, les 18 et 19 octobre 2023

La première réunion de la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire s'est tenue à Paris les 18 et 19 octobre 2023 pour dresser le bilan des résultats obtenus, accueillir de nouveaux membres et débattre des futurs engagements à prendre, collectivement et au niveau national.

La Coalition est née d'une conviction commune : celle que les programmes d'alimentation scolaire contribuent utilement au progrès économique, social et environnemental. La distribution de repas sains en milieu scolaire peut en effet contribuer à plusieurs objectifs en matière d'éducation, de sécurité alimentaire, de nutrition, de santé, de protection sociale, d'égalité entre les filles et les garçons, de transformation des systèmes alimentaires et d'action climatique. Ces programmes d'alimentation scolaire favorisent l'équité sociale et intergénérationnelle ainsi que le développement du capital humain.

Le nombre de pays membres de la Coalition ne cesse d'augmenter depuis sa création il y a deux ans, passant de 46 en septembre 2021 à 90 en octobre 2023. 101 organisations partenaires l'ont rejointe. Cet intérêt se traduit par une importante mobilisation associant volonté politique et mesures prises au niveau national en faveur d'un objectif commun : faire en sorte que chaque enfant puisse bénéficier d'un repas nutritif à l'école d'ici à 2030.

Les données les plus récentes indiquent que presque tous les programmes ont connu une reprise après la pandémie, ce qui a permis d'atteindre le premier objectif de la Coalition, à savoir faire en sorte que tous les enfants touchés par des fermetures d'écoles puissent de nouveau accéder à la restauration scolaire. À l'heure actuelle, 418 millions d'enfants y ont accès au niveau mondial et 5 milliards de dollars supplémentaires ont été investis au niveau domestique dans ces programmes (passant de 43 milliards en 2020 à 48 milliards en 2022). À titre de comparaison, avant la pandémie de COVID-19, 388 millions d'enfants bénéficiaient annuellement d'un service de restauration scolaire. Depuis 2020, les pays à faible revenu ont augmenté de 15 % leurs investissements nationaux dans l'alimentation scolaire et 4 millions d'emplois, occupés majoritairement par des femmes, ont été créés.

Dans le prolongement de la première réunion ministérielle du groupe de travail de la Coalition pour l'alimentation scolaire qui s'est tenue à Helsinki en octobre 2022, la réunion de Paris a illustré la volonté politique et le dynamisme remarquables des travaux de la Coalition. Parmi les réalisations de la Coalition, on peut notamment citer l'inclusion de l'alimentation scolaire dans les déclarations des chefs d'État et de gouvernement des sommets du G20 de Rome (2021), de Bali (2022) et de New Delhi (2023), dans le plan d'action du G20 visant à accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable, dans le Plan d'action d'Hiroshima de 2023 pour une sécurité alimentaire mondiale résiliente adopté par les chefs d'État et de gouvernement du G7, dans la déclaration des chefs d'État et de gouvernement du G7 et dans la déclaration des ministres de l'Agriculture du G7.

Résumé des principales conclusions du sommet

- **Le Brésil a rejoint la France et la Finlande en tant que coprésident de la Coalition.** L'engagement politique au plus haut niveau de ces trois pays continuera de mobiliser l'action internationale. À l'occasion de sa future présidence du G20 en 2024 le Brésil portera le rôle crucial de l'alimentation scolaire dans la lutte contre la faim, la malnutrition, la pauvreté et les inégalités dans le cadre d'un dialogue plus large portant sur la création d'une alliance mondiale contre la faim et la pauvreté. Le Brésil a également proposé une nouvelle initiative, la Stratégie de coopération internationale sur l'alimentation scolaire, qui vise à mettre en avant et à diffuser les bonnes pratiques afin de renforcer les programmes d'alimentation scolaire durables, notamment grâce à des projets de coopération Sud-Sud et trilatéraux en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Afrique et en Asie.
- La Finlande est fortement mobilisée, à haut niveau, pour poursuivre son travail de plaidoyer afin de susciter l'intérêt et des ressources en faveur des repas scolaires. La Finlande reste un partenaire financier engagé en soutien des programmes d'alimentation scolaire du PAM. La Finlande continuera également à fournir une expertise technique aux pays qui souhaitent développer leurs programmes de repas scolaires.
- La France poursuivra son ambition nationale, notamment à travers l'initiative des "repas scolaires à 1€" et du "petit déjeuner gratuit à l'école", et intensifiera ses efforts pour renforcer la qualité et la sobriété des programmes d'alimentation scolaire, avec la mise en place d'une « Equipe de France des cantines ». Les organismes de recherche français travaillant sur l'alimentation scolaire, notamment l'Institut Agro, le CIRAD, l'IRD et l'INRAE, contribueront à identifier des solutions pour mettre en œuvre les objectifs de la Coalition. La France promouvra l'agenda de la Coalition au plus haut niveau, notamment lors de la dernière session de la 13^e reconstitution des ressources du Fonds international de développement agricole (FIDA) à Paris en décembre 2023 et lors des Jeux olympiques de Paris 2024 pour le développement durable, et en mettant en œuvre l'"Appel pour la sécurité alimentaire" lancé avec ses partenaires lors de la 78^e AGNU. La France a augmenté son soutien financier aux programmes d'alimentation scolaire des pays vulnérables en 2023 et s'engage à maintenir au moins le même niveau pour 2024, y compris à travers son soutien financier au PAM et son action contre la faim dans le monde.
- **Nous avons accueilli 9 nouveaux pays membres et partenaires :** Belgique, Italie, Lettonie, Mongolie, Saint Vincent et Grenadines, Suriname, Ukraine, la Banque islamique de développement et la Banque Mondiale.
- **Quelques 28 pays ont présenté leurs progrès accomplis depuis leur adhésion à la Coalition et 6 pays ont pris de nouveaux engagements pour renforcer leurs programmes nationaux et faire en sorte que plus d'enfants puissent avoir accès à une alimentation saine.** Des pays de tous niveaux de revenus ont montré que des avancées sont possibles en dépit des difficultés, en annonçant collectivement des financements supplémentaires à titre national.

- 5 groupes régionaux ont annoncé des actions communes pour soutenir le renforcement des programmes d'alimentation scolaire, notamment le lancement de réseaux régionaux. Des représentants de l'Union africaine, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes ont échangé sur la manière dont ils ont favorisé une vision régionale partagée et sur les mesures afférentes visant à améliorer la qualité et la couverture des programmes d'alimentation scolaire. Nous nous sommes félicités de la mise en place du réseau régional de la Coalition pour l'alimentation scolaire en Afrique de l'Est, plateforme de dialogue, d'apprentissage par les pairs et de mise en commun des connaissances, ainsi que de l'annonce d'une réunion régionale des pays d'Asie sur l'alimentation scolaire en 2024. En outre, nous avons salué les travaux du Réseau pour une alimentation scolaire durable en Amérique latine et dans les Caraïbes, soutenu par le Brésil et par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne a annoncé l'organisation d'un événement européen sur les repas scolaires et la nutrition des enfants en 2023.
- **Plusieurs pays ont évoqué le potentiel de l'alimentation scolaire comme levier de transformation vers des systèmes alimentaires plus durables et sont convenus de poursuivre ces discussions lors de la COP28 qui se tiendra à Dubaï du 30 novembre au 12 décembre 2023.** Le Consortium de recherche sur la santé et la nutrition en milieu scolaire a présenté un livre blanc à cet égard. Au sommet africain sur le climat en septembre 2023, le Kenya a fait part de son intention d'adopter ces approches, et plusieurs pays ainsi que l'Union européenne lui ont emboîté le pas lors de la réunion de Paris.
- **Les discussions sur les programmes d'alimentation scolaire dans le contexte des consultations en cours concernant la 13^e reconstitution des ressources de base du Fonds international de développement agricole (FIDA) ont été accueillies favorablement.** L'engagement pris par le FIDA de soutenir les objectifs de la Coalition a été salué, et le soutien à la reconstitution de ses ressources a été encouragé.
- **Le soutien aux pays pour la mise à l'échelle de leurs programmes d'alimentation scolaire a été annoncé et discuté.** Les discussions à cet effet ont notamment porté sur la nouvelle initiative de la Banque islamique de développement relative au capital humain, la facilité d'assistance technique en matière de nutrition et de santé en milieu scolaire et le Fonds à effet multiplicateur du Partenariat mondial pour l'éducation, l'action de Dubai Cares au Sénégal, les investissements de la fondation Rockefeller dans les systèmes alimentaires et les conversions de dettes, ainsi que les investissements de l'Union européenne visant à renforcer les approches intégrées et à soutenir la scolarisation des filles dans des contextes difficiles. Il est nécessaire de trouver des solutions pour accroître la marge de manœuvre budgétaire et pour soutenir financièrement les pays à faible revenu. L'Initiative pour des financements durables de la Coalition fera de ce sujet une priorité pour 2024.

- **Une nouvelle initiative, portée par les municipalités, a été lancée sous le nom « Les villes nourrissent l'avenir ».** Les villes jouent en effet un rôle central dans la mise en œuvre des politiques et des programmes nationaux en matière d'alimentation scolaire. Cette nouvelle initiative soutiendra la coopération entre les villes, mais elle servira également de plateforme permettant de favoriser les interactions et la collaboration entre les villes et les États membres de la Coalition, afin de faciliter l'adoption et la mise à l'échelle des mesures innovantes et des bonnes pratiques.
- **Reconnaissant le rôle important que les parlementaires jouent dans la Coalition, le Réseau parlementaire international pour l'éducation a présenté un ensemble d'instruments destinés à mobiliser davantage les parlementaires en ce qui concerne l'alimentation scolaire.** Ces instruments reconnaissent le rôle des législateurs et leur apportent un appui dans leurs tâches essentielles, notamment lorsqu'ils rédigent et approuvent des lois relatives à l'alimentation scolaire, affectent les crédits budgétaires, défendent une alimentation de meilleure qualité et travaillent avec les gouvernements pour suivre la mise en œuvre des programmes.
- **Plus de 100 organisations de la société civile, à l'initiative de Plan international et de World Vision international, ont publié l'Appel à l'action conjoint des ONG pour un financement adéquat de l'alimentation scolaire, des normes strictes en matière de nutrition et une redevabilité indépendante.** Nous nous réjouissons de coopérer avec les partenaires de la société civile pour faire avancer leur proposition visant à élaborer un plan stratégique à long terme qui stimulerait les collaborations avec la société civile et permettrait d'aider les États membres à respecter leurs engagements.

Horizon 2025 et au-delà : quel avenir pour la Coalition ?

Bien que la Coalition ait déjà obtenu d'importants résultats, nous devons poursuivre nos efforts. Si nous voulons atteindre notre objectif mondial que les 724 millions d'enfants des écoles primaires aient accès à des repas nutritifs dans les cantines scolaires à l'horizon 2030, un engagement politique continu et une augmentation des ressources et des financements, tant au niveau international que national, seront nécessaires.

Une action directe est primordiale. Une attention particulière sera ainsi accordée en 2024 aux solutions visant à accroître la marge de manœuvre budgétaire des pays à faible revenu et à les soutenir, notamment grâce à l'Initiative de financement durable lancée par la Coalition. Plusieurs événements liés à la Coalition auront lieu en 2024, comme cela a été annoncé lors de la réunion de Paris. Le groupe de travail de la Coalition se réunira au niveau ministériel au Kenya l'année prochaine. L'Union africaine célébrera également la Journée africaine de l'alimentation scolaire en mars 2024. D'autres réunions régionales se tiendront en Afrique de l'Ouest (sous l'égide de la CEDEAO), en Asie (sous l'égide du Cambodge et des Philippines) et en Amérique latine (sous l'égide du Mexique). Une réunion technique organisée par la Fondation mondiale sur la nutrition infantile (*Global Child Nutrition Foundation*) permettra enfin de soutenir l'apprentissage au niveau national.

Les participants, rappelant les efforts collectifs déjà engagés, ont marqué la nécessité de poursuivre la mobilisation politique en faveur de l'alimentation scolaire lors des événements mondiaux clés des deux prochaines années, notamment la COP28, le G7, le G20, le Sommet Nutrition pour la croissance (accueilli par la France) et le Sommet de l'avenir organisé par les Nations Unies.

Nous avons salué l'annonce par le Brésil qu'il sera le pays hôte de la prochaine réunion la Coalition mondiale en 2025.

Les co-présidents de la Coalition



Brésil



Finlande



France